

LES SÉMINAIRES D'ÉTÉ 2010

de l'Observatoire sur les Missions de paix
de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques



Source : Site des Nations Unies

BIOGRAPHIES DES CONFÉRENCIERS

Séminaire d'approfondissement des Missions de paix des Nations Unies
(FPD 7000)

Du 3 mai au 14 mai 2010

Ces séminaires sont organisés par l'Observatoire sur les Missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, une unité constituante de l'Institut d'études internationales de Montréal, et par la Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal. L'ACNU-Grand Montréal, CANADEM et l'Institut de formation aux opérations de paix (POTI) agissent à titre de partenaires institutionnels.

UQÀM
Faculté de science politique
et de droit
Université du Québec à Montréal

IEIM
Institut d'études
internationales de Montréal
UQÀM


Association canadienne pour les Nations Unies – Grand Montréal
United Nations Association in Canada – Greater Montréal


CANADEM
INSTITUT DE LA PAIX



Partenaires à la diffusion


LE CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL


**ACTION
FAIM**
COMMISSION INTERNATIONALE


AQOCI


CIC
CANADIAN INTERNATIONAL COUNCIL
CONSEIL INTERNATIONAL DU CANADA

Liste des conférenciers – Biographies

Séminaire d'approfondissement sur les missions de paix des Nations Unies (FPD 7000)

Du 3 mai au 14 mai 2010

Yvan Conoir

Responsable académique des Séminaires d'été de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM.

Yvan CONOIR est titulaire d'un MA (Sciences politiques), d'un MBA (Gestion internationale) et est Diplômé de l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales de Genève. Après un début de carrière comme journaliste, il oeuvrera pendant 20 ans pour le compte du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, l'UNICEF, Care Canada et le Centre Pearson pour le maintien de la paix, en occupant des fonctions de développement et direction de programmes d'assistance humanitaire, de reconstruction, de protection, de DDR ou encore de développement de capacités. Ses fonctions l'amèneront à vivre et travailler en Afrique des Grands Lacs et en Afrique francophone, en Asie du sud, en Amérique centrale ainsi que dans les Balkans. Auteur de plusieurs publications journalistiques et académiques, Yvan Conoir a publié ces dernières années « *L'action humanitaire du Canada (PUL-2002)* » ainsi que « *Faire la paix - concepts et pratiques de la consolidation de la paix (PUL-2005)* ». Son prochain ouvrage traitera de la thématique du Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR). Yvan Conoir est chercheur associé à l'Observatoire sur les missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand et enseigne à l'UQAM, UQO et l'Université Laval. Il agit depuis 2006 comme Coordonnateur de programme pour l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR).

Barthélémy Courmont

Titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

Docteur en science politique de l'Université de Paris VII, Barthélémy Courmont est titulaire du DESS *défense* de l'Université de Paris II et du diplôme troisième cycle *Stratégies et politique de défense* de l'École de Haute Études Internationales. Il a été aussi *visiting scholar* à la School of International and Public Affairs (SIPA) de l'Université Columbia. Barthélémy Courmont a travaillé au Centre Français sur les États-Unis (CFE) et l'IFRI et fut chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Lille, l'Université de Paris XIII, et l'IPRIS. Il est aussi chercheur à l'IRIS, au Centre d'Études Transatlantiques (CET) et chercheur associé à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal, Canada. Il a dirigé de 2006 à 2009 le bureau de l'IRIS à Taiwan. Barthélémy Courmont s'est spécialisé dans les questions nucléaires, sujet sur lequel il est intervenu à plusieurs reprises au Collège Interarmées de Défense, a publié plusieurs ouvrages et a dirigé un dossier dans la Revue internationale et stratégique. Il se penche également sur la politique étrangère des États-Unis, les questions sécuritaires en Asie du Nord-Est, les relations transatlantiques et les nouvelles menaces, et est l'auteur de plusieurs guides touristiques. Il enseigne présentement à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et est titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand.

Frédéric Mégret

Professeur à l'Université McGill

Docteur en droit de l'Institut universitaire de Hautes Études Internationales de l'Université de Genève, Frédéric Mégret est actuellement professeur adjoint et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droits de la personne et pluralisme juridique. Précédemment, le professeur Mégret était professeur adjoint de Faculté de droit de l'Université de Toronto, après avoir été boursier Boulton à l'Université McGill et associé de recherche à l'Institut Universitaire Européen de Florence. Il a également travaillé pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a aidé la défense de l'un des accusés devant le Tribunal

pénal international pour le Rwanda, et a été membre de la délégation française à la conférence de Rome qui a établi la Cour pénale internationale. Lors de son service militaire, il a servi comme Casque bleu auprès de la Force de protection des Nations Unies à Sarajevo en 1995. Le professeur Mégret a conseillé le gouvernement du Libéria sur la mise en place d'une procédure de sélection permettant d'écarter les postulants aux forces armées libériennes impliqués dans la commission de crimes de guerre et de violations graves des droits de la personne. Le professeur Mégret est l'auteur de l'ouvrage «Le Tribunal pénal international pour le Rwanda » (Pedone, 2002) et est co-éditeur avec le professeur Philip Alston de la deuxième édition de « The United Nations and Human Rights: A Critical Appraisal » (Oxford University Press, 2008). D'une manière générale, les centres d'intérêt du Professeur Mégret ont trait à la justice pénale internationale, la pluralisation des droits de la personne et la représentation du droit dans la culture populaire.

Zoé Dugal

Centre Pearson pour le maintien de la paix

Madame Zoé Dugal détient un Baccalauréat à l'Université de Montréal (1999) et une Maîtrise en Science politique et relations internationales de l'Université McGill (2001). Elle a rejoint la Commission Vérité et Réconciliation du Sierra Leone (2002-2004) où elle a exercé de nombreuses fonctions, sur le terrain et au Siège. Ensuite, elle s'est joint au Programme des Nations Unies pour le Développement des Nations Unies (2004-2006) dans le cadre du Projet « Armes contre développement » qui met en œuvre la politique de l'État du Sierra Leone en matière de contrôle des armes. Consultante pour le *International Centre for Transitional Justice* en Afghanistan, elle travaille depuis l'été 2006 pour le compte de CANADEM à Ottawa, où elle répond aux demandes du gouvernement canadien, comme des organismes multilatéraux, en matière de candidats canadiens qualifiés pour les positions offertes par ces organismes. Zoé Dugal est co-auteure avec Derek Miller et Daniel Ladouceur du livre *From Research to Roadmap : The Arms for Development Initiative in Sierra Leone* (UNIDIR et PNUD-2006). Elle est également membre éditorial du *Civil Society Training Module*, TRESA/Ministère allemand des Affaires étrangères (BMZ), en 2005.

Brigadier-Général Gaston Côté, OMM, CD (ret.)

Défense nationale du Canada

Le Brigadier-Général Gaston Côté est retraité des Forces canadiennes. Il a reçu sa commission d'officier en qualité d'officier d'infanterie servant avec le Royal 22^{ème} Régiment, suite à sa graduation de l'Université Laval avec un baccalauréat en sciences économiques. En plus de servir avec toutes les unités du R22eR, il a aussi servi à deux reprises avec le Régiment aéroporté canadien. Il a commandé le 1^{er} Commando (Régiment aéroporté canadien), l'École de combat du R22eR et la 2^{ème} FOIA, l'unité anti-terroriste mieux connue sous l'appellation de JTF2. Comme officier supérieur, le brigadier-général Côté a commandé la Base des Forces canadiennes de Montréal. Il a aussi commandé le contingent canadien en Haïti. Il était le chef d'état-major du Secteur du Québec de la force terrestre (SQFT) durant la crise du verglas de 1998. Le brigadier-général Côté a servi comme Chef d'état-major – Opérations et plans pour la mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC). À son retour du Congo, il a été nommé Directeur – Politique du maintien de la paix au Quartier-général de la Défense nationale. Sur promotion au grade de brigadier-général, il a été commandant du SQFT pour ensuite servir au Quartier-général de la Défense nationale comme Chef d'état major J3 (Opérations), jusqu'à sa retraite des Forces canadiennes. Depuis sa retraite, il a été Vice-président au développement organisationnel pour une compagnie minière et il travaille maintenant à son compte comme consultant.

Michel Duval

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (ret.)

Michel Duval s'est joint au ministère des Affaires étrangères en 1973, où il a travaillé pendant plus de 30 ans. Il a été en poste à Paris à la Délégation permanente du Canada auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et à l'Ambassade du Canada à Budapest et à l'Ambassade du Canada à Bonn. Dans le cadre de ses nombreuses fonctions, il a travaillé dans diverses directions fonctionnelles et politiques : directeur des Relations avec l'Europe de l'Ouest (1992-1995), directeur de l'École professionnelle de l'Institut canadien du service extérieur (1995-1996) et plus récemment directeur de la Sécurité régionale et du maintien de la paix (depuis 1996). Il a ensuite été nommé Représentant permanent adjoint du Canada auprès des Nations Unies à New York, où il a présidé le Groupe de travail du Comité spécial des opérations de la paix de l'ONU de 1997 à 2002. Puis, il a occupé la position d'Ambassadeur du Canada au Liban (2002-05). Monsieur Duval a une connaissance intime du domaine du maintien de la paix car il a occupé les fonctions de directeur de la Sécurité internationale et du Maintien de la paix au ministère des Affaires étrangères du Canada. Depuis qu'il a pris sa retraite en 2006, Michel Duval travaille avec le Centre Pearson pour le maintien de la paix. Depuis novembre 2008, il est Président de l'Observatoire sur les missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM.

Alexandra Gilbert

Droits et Démocratie

À venir.

Fannie Lafontaine

Professeur à l'Université Laval

Mme Fannie Lafontaine est professeure à la Faculté de droit de l'Université Laval et chercheure associée au Programme Paix et Sécurité Internationales de l'Institut québécois des hautes études internationales. Poursuivant actuellement son doctorat à l'Université nationale d'Irlande (Galway), elle est diplômée avec honneurs de 1st class au LL.M. de l'Université de Cambridge (2004) et au LL.B. (Avec honneurs) de l'Université Laval (1999). Ces champs d'intérêt sont le droit international pénal, le droit international humanitaire et le droit international et interne des droits de la personne. Au cours de sa carrière, elle a agi à titre de conseillère spéciale et spécialiste en droits de l'homme au Cabinet exécutif de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (2005-2006) ainsi qu'à titre d'adjointe au Président et spécialiste en droits de l'homme à la Commission internationale d'enquête sur le Darfour (2004-2005). Elle a aussi été avocate au Centre de justice globale (Justica Global) à Rio de Janeiro, Brésil (2004); auxiliaire juridique auprès de Mme la juge Louise Arbour à la Cour Suprême du Canada (2002-2003), et avocate chez McCarthy Tetrault à Montréal (2000-2001). Elle est membre du Barreau du Québec (2000), membre du Conseil d'administration de l'organisation des Avocats sans frontières (Québec) et membre du Comité éditorial du *Journal of International Criminal Justice*.

David Biggs

Officier senior aux affaires politiques au Secrétariat de l'ONU (New York)

Monsieur David Biggs est Officier senior, Affaires politiques au Secrétariat de l'ONU à New York. Il exerce actuellement ses fonctions au sein du Comité des sanctions du Secrétariat sur la Côte d'Ivoire et le RDC. Entre 1992 et 1993, il a servi à Phnom Penh, au Cambodge en tant qu'assistant du directeur de l'administration civile et plus tard comme Assistant au Représentant spécial du Secrétaire général de la mission maintien de la paix des Nations Unies au Cambodge (UNTAC). Il a également travaillé à la section des armes conventionnelles du Bureau des affaires du désarmement des Nations Unies où il a géré le dossier des armes de petits calibres et des armes légères. Monsieur Biggs a un baccalauréat en Journalisme/Science politique de UNC-Chapel Hill, et une Maîtrise en Études Stratégiques de l'Australian National University et des Études sur l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Université de New York.

Colonel Ndome Faye

Mission Permanente du Sénégal auprès des NU, New York

Le Capitaine de vaisseau (CV) Ndome FAYE, est officier de Marine, totalisant quelques 33 ans de service dans l'administration sénégalaise. Avant de devenir Conseiller militaire auprès de la Mission Permanente du Sénégal auprès des Nations Unies, ce dernier a connu une carrière riche et variée. Il exerça 14 années dans la conduite des patrouilleurs de la Marine Nationale, trois ans à l'état-major particulier du Président du Sénégal comme chef de Division, quatre années dans la Marine marchande, comme Commandant d'un navire de transport de passagers, six années aux services de la Pêche maritime (protection des ressources halieutiques et gestion de la sécurité maritime) et enfin, trois ans à l'État-major Général des Armées comme Chef de cabinet du Chef d'état-major général des armées, où il supporte le Général Boubacar GAYE (actuellement Chef militaire de la MONUC). De formation scientifique et technique, le Capitaine de Vaisseau FAYE est titulaire d'un DEUS en Sciences économiques de l'Université de Dakar et de plusieurs certificats de réussite aux cours de l'UNITAR sur les opérations de maintien de la paix. Le Capitaine de Vaisseau FAYE qui est toujours militaire, est titulaire de plusieurs distinctions nationales et internationales.

Michel Martin

Directeur à la Sûreté du Québec

Né à Montréal en avril 1953, Michel Martin débute sa carrière en 1972 comme orthopédagogue à la Polyvalente de Pierrefonds. À la recherche de nouveaux défis, il devient policier pour la Sûreté du Québec en 1977. Au fil des années, il occupe plusieurs fonctions dans ce corps policier: patrouilleur, enquêteur, porte-parole et directeur de poste dans deux postes différents. Au courant des années 90, il travaille dans le Grand Nord québécois à aider le développement des corps de police autochtones. Puis, en 2001, il obtient une promotion au grade d'Inspecteur et devient Directeur des communications. En 2006, il décide de participer à la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti d'une durée de 9 mois. Le rôle qui lui est confié est celui de Chef du contingent policier canadien et responsable, à Port-au-Prince, de l'Unité des renseignements dans la lutte aux chefs de gangs de Cité Soleil. Il fut confronté à de nombreuses réalités rencontrées dans l'exercice de ses fonctions, notamment les différences culturelles, la corruption, le manque d'eau potable et les maladies. À son retour, il devient Directeur de la Direction des ressources matérielles puis Directeur de la Direction des communications. Titulaire d'un baccalauréat spécialisé en orthopédagogie, M. Martin détient aussi des Certificats en criminologie et en relations publiques de l'université de Montréal ainsi qu'un Certificat de gestion en ressources humaines du HEC.

Edmond Mulet

Ancien représentant de la MINUSTAH

Monsieur Edmond Mulet est arrivé au Siège des Nations Unies après avoir servi 15 mois sur le terrain, en agissant à titre de Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) en Haïti (MINUSTAH). Sous sa direction, la MINUSTAH a travaillé en étroite collaboration avec le Gouvernement du Président Préval et a accompli de nets progrès favorisant la stabilité du pays tout en entreprenant d'importantes réformes institutionnelles. M. Edmond Mulet occupait le prestigieux poste de Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de maintien de la paix jusqu'au récent séisme en Haïti. Depuis, M. Mulet a été dépêché à Port-au-Prince afin de prendre la direction de la MINUSTAH. Avant d'être nommé comme RSSG, M. Mulet a servi son pays comme député ainsi que comme diplomate, en étant posté comme Ambassadeur à la fois auprès de l'Union européenne et aux Etats-Unis, ainsi que d'avoir servi comme membre du Congrès national du Guatemala pour 12 années consécutives, incluant un terme comme Président du Congrès National. Durant ces années comme député, M. Mulet s'est engagé étroitement dans le processus de paix en Amérique centrale, ainsi que dans les négociations relatives aux Accords d'Esquipulas ainsi

que des Accords de paix au Guatemala. M. Mulet a poursuivi ses études au Guatemala, à Montréal, New York et Berne (Suisse). En sus de ses années dévolues au service public, M. Mulet a travaillé de nombreuses années comme journaliste ainsi que comme conseiller juridique auprès d'institutions publiques et a été partenaire senior au sein d'une firme d'avocats conseils.

Nicolas Lemay-Hébert

Post-Doctorant et Directeur de l'Observatoire sur les Missions de Paix de la Chaire Raoul-Dandurand

Nicolas Lemay-Hébert détient un doctorat à l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences Po Paris) en science politique des relations internationales. Ses travaux portent sur les administrations onusiennes au Kosovo et au Timor-Leste, en tâchant de comprendre comment cette modalité d'intervention peut avoir un impact sur la légitimité perçue de l'intervention, et, subséquemment, sur le succès de l'intervention. Nicolas Lemay-Hébert a été étudiant invité à la faculté de science politique de l'Université Princeton pour l'année universitaire 2007-2008 et chercheur associé au Liechtenstein Institute for Self-Determination (LISD) de l'Université Princeton en 2009-2010. Il a notamment dirigé une mission de recherche au Timor oriental lors de l'été 2008 pour le Programme *Institutions for Fragile States* de l'Université Princeton. Il a occupé différentes fonctions d'enseignement à l'Institut d'Études Politiques de Paris et a été assistant de recherche pour l'ancien ministre des affaires étrangères de la France, M. Michel Barnier. Il a travaillé en tant que stagiaire-analyste pour l'ONG *Médecins sans frontières* (2004) et pour l'Ambassade française en Géorgie (2006). Il est maintenant directeur de l'Observatoire sur les Missions de Paix à la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal et est également post-doctorant invité au Centre d'Études en Politiques Internationales de l'Université d'Ottawa.

Fernando Castañon

MINUSTAH (et ex-MONUC)

Fernando Castañon travaille pour les Nations Unies depuis 1989. Les différents mandats qu'il a assumés l'ont amené à travailler pour les Tribunaux internationaux, les Commissions Vérité ainsi que pour des agences spécialisées des Nations Unies. Son expertise couvre les domaines des droits de l'homme, de la justice, de l'état de droit, des affaires politiques et parlementaires ainsi que de l'information publique. Il est actuellement Directeur de la division de l'état de droit au sein de la Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH). Monsieur Castañon a commencé sa carrière au sein des Nations Unies au sein de la Mission d'observation des Nations Unies en Amérique centrale (ONUSAL). Ensuite, il fait carrière en participant à plusieurs missions onusiennes : officier des affaires politiques au Nicaragua, porte-parole à la mission au El Salvador (ONUSAL), directeur de mission au Guatemala (MINUGUA). Monsieur Castañon a aussi travaillé pour les Tribunaux pénaux internationaux pour l'Ex-Yougoslavie (TPIY) et le Rwanda (TPIR). De 1999 à 2002, il a travaillé pour l'Administration intérimaire des NU au Kosovo (MINUK), où il est Directeur du Département de la Justice de la MINUK. De février 2005 à avril 2008, il devient le Représentant du Haut Commissaire pour les Droits de l'Homme et Directeur de la Division des Droits de l'homme au sein de la Mission de l'ONU au Congo (MONUC), avant d'être nommé en avril 2008 Coordinateur de la Division de l'état de droit à la MINUSTAH.

Lisa Quirion

Corrections Canada et MINUSTAH

À venir.

Andrew Scyner

Officier de développement de l'ACDI - Afghanistan Task Force (KPRT)

À venir.

Guillaume Landry

Bureau international des droits de l'enfant (BIDE)

Guillaume Landry est chercheur et un expert en protection de l'enfance cumulant de l'expérience professionnelle et universitaire dans plus de 30 pays. Il est actuellement Directeur des programmes au sein du Bureau international des droits des enfants (BIDE) et coordonnateur du Forum canadien sur les enfants dans les conflits armés. En 2002-2003, M. Landry a été Ambassadeur jeunesse pour l'action contre les mines antipersonnelles auprès d'UNICEF Québec avant de se joindre à l'équipe de recherche sur l'exploitation sexuelle des enfants du réseau ECPAT International à Bangkok, en Thaïlande. Il possède une solide expérience sur le terrain en Afrique, puisqu'il a été conseiller à la protection des enfants pour la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo, de même que spécialiste en recherche et chargé de projet en Afrique de l'Ouest pour le compte de la Coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats avec le concours du ministre canadien des Affaires étrangères et du Commerce international. M. Landry a récemment coproduit une mise à jour du module de formation du Département du maintien de la paix des Nations Unies sur la protection des enfants. Il est diplômé de l'Université York et de l'Université hébraïque de Jérusalem (Israël) en Études internationales, ainsi que de l'Université d'Uppsala (Suède) en assistance humanitaire.

Francine Barry

Ancienne adjointe au Directeur général des élections du Québec (DGE)

Madame Francine Barry possède une maîtrise en histoire de l'Université Laval (Québec) et une licence en droit de la même université. Elle est membre du Barreau du Québec et détient un permis d'exercice de la profession d'avocat. Me Barry œuvre depuis plus de vingt-cinq ans dans le domaine électoral. À ce titre, elle a agi successivement à titre de conseillère auprès du ministre responsable de la Réforme électorale et parlementaire puis comme conseillère juridique et avocate chez le Directeur général des élections du Québec. Après avoir occupé la fonction de Directeur général des élections par intérim pendant six mois, elle est, depuis mai 2000, adjointe au Directeur général des élections et Président de la Commission de la représentation électorale. Au cours de sa carrière, Me Barry a participé à plusieurs missions de coopération internationale dans le domaine du soutien à la démocratie, que ce soit sous forme de missions d'observation des élections : Russie (1993), Ukraine (2004), Bolivie (2005), Nicaragua (2006), missions d'évaluation du processus de démocratisation : Guinée Conakry (1992), Congo Brazzaville (1997), missions d'analyse des besoins : Bénin (1999), Cameroun (2004), Haïti (2004) et missions d'assistance électorale : Haïti (2004), Mali (2005). En 2000, elle a été étroitement associée, à titre d'expert, à la préparation du Symposium international sur les pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone tenu à Bamako du 1^{er} au 3 novembre 2000 puis en novembre 2005, comme membre de la délégation du Québec au deuxième symposium portant sur le bilan «Bamako +5». Me Barry participe régulièrement aux conférences annuelles des administrateurs d'élections du Canada et a siégé pendant 3 ans au Conseil d'administration du *Council on Governmental Ethics Laws*.

Alexandre Côté

Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR) au MAECI

Monsieur Alexandre Côté est fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada. Après une carrière qui l'a amené à travailler plusieurs années pour le compte des Nations Unies, monsieur Côté a rejoint le MAECI au printemps 2008. Il est particulièrement en charge de la programmation Haïti du Fond mondial d'Appui à la Paix du programme START (*Stabilization and Reconstruction Team*).

François Buggingo

Journaliste à Radio-Canada

François Bugingo est vice-président de Reporters sans frontières International et président de Reporters sans frontières Canada. Journaliste possédant une vaste connaissance des enjeux internationaux, il a couvert la quasi totalité des conflits des 15 dernières années (Rwanda, Algérie, Colombie, Irak, Yougoslavie, Afghanistan, Congo, etc.). Collaborateur de longue date de Reporters sans frontières où il a occupé diverses fonctions, il a effectué plusieurs missions pour promouvoir la liberté de la presse et la sécurité des professionnels de l'information. Consultant en médias, il a collaboré avec de nombreuses institutions internationales dans la formation des journalistes des pays du Sud en transition démocratique. Auteur, il a publié trois livres en plus de collaborer à deux ouvrages collectifs. Sa dernière publication, *Rebelle sans frontière*, a été traduit en 12 langues et fait l'objet d'une adaptation au cinéma. Documentariste, il a signé plusieurs œuvres dont un portrait intime du Dalaï Lama et une incursion dans les coulisses de la mission de l'ONU au Burundi. Analyste de politique à différents médias canadiens, il a également animé les émissions de politique internationale à Télé-Québec avant de devenir animateur vedette de Radio Canada.

